J^N. LAPORTE,

AGENT DE CHANGE A BORDEAUX,

A LA FÉDÉRATION GÉNÉRALE

DU 14 JUILLET 1790.

A PARIS,

Chez GASTELIER, Libraire, rue Neuve-Notre-Dame, n°. 18.

M. DCC. XC.

J^N. LAPORTE,

AGENT DE CHANGE A BORDEAUX,

A LA FÉDÉRATION GÉNÉRALE

DU 14 JUILLET 1790.

FRANÇOIS! l'événement le plus mémorable que nous ait tranſmis l'Hiſtoire, eſt celui où les Grecs, aſſervis par les Macédoniens, attendoient après la défaite de Philippe, ce que les Romains ordonneroient de leur ſort. Quintius-Flaminius fit publier par un Héraut dans l'Aſſemblée des Jeux Iſthmiques, que le Sénat le Peuple Romain, & Quintius-Flaminius déclaroient les Grecs libres, & vouloient qu'ils ſe gouvernaſſent par leurs lois & leurs uſages. L'exploſion du ſentiment qui, dans toutes les grandes occaſions, s'élance dans les airs, comme pour faire hommage à la Divinité des biens qu'elle répand ſur la terre, s'y mani-

feſta avec tant de véhémence par des cris & des applaudiſſemens ſi ſouvent & ſi fortement répétés, que la Mer en retentit au loin, & que des Corbeaux, qui dans ce moment voloient par haſard ſur l'Aſſemblée, tomberent dans le Stade.

Momens délicieux pour toute la Nature, que vous paſſez rapidement! N'exiſtez-vous que pour atteſter aux hommes, que la Juſtice eſt le bien ſuprême, que la Vertu n'eſt pas une chimere? Alors les Romains tenoient encore à ces principes d'équité, qui les portoient au faîte de la grandeur, en cimentant toutes les parties de leur Empire; mais bientôt enivrés de leur proſpérité, ils en méconnurent les ſources; ils négligerent la pratique des vertus; la Fortune corrompit leurs mœurs; leur Conſtitution dégénéra, elle tendit bientôt vers ſa ruine, & les beaux jours de Rome diſparurent pour jamais.

Qu'il eſt beau de voir un Peuple réintégré dans ſes droits par la magna-

nimité des Conquérans ! Lorſque l'Hiſtorien rencontre de tels faits, il épure ſa plume des ſouillures que lui imprime le récit des crimes des hommes, & le Lecteur reſpire un moment & ſoulage ſon ame navrée par le tableau des malheurs des humains. — Ce beſoin vous aſſure, FRANÇOIS, que cette époque ſera infiniment glorieuſe pous vous & pour l'humanité, & qu'elle ſera à jamais le plus bel ornement de l'Hiſtoire. Quelle époque en effet ! Une grande Nation qui a reconquis ſa liberté, & un Roi que l'éducation de Cour & les vices des Courtiſans n'ont pu corrompre, formant ſous la voûte céleſte, en préſence de la Divinité, alliance avec la Juſtice; faiſant ferment ſur leurs armes de demeurer à jamais unis pour vivre ſous ſes lois; engageant leurs vies à les maintenir dans toute leur pureté; c'eſt le triomphe de la Vertu, c'eſt le plus beau ſpectacle que les hommes aient encore donné au monde.

Aujourd'hui, nous célébrons ſolemnel-

lement l'Anniverſaire de la naiſſance de la Nation, de cette Nation, dont la premiere année a été une année de convulſions ou de langueur. Puiſſe-t-elle enfin avoir une Conſtitution ſi bien combinée dans toutes ſes parties, que leur parfaite harmonie tende continuellement à lui donner la plus grande ſtabilité! mais, par une fatalité inconcevable, la Finance, ſon aliment nourricier, a toujours paſſé & paſſe encore pour parvenir juſqu'à elle, par les canaux empeſtés du Deſpotiſme; & les poiſons dont ils l'impregnent, tendent ſans ceſſe à la détruire, pour former, de ſa diſſolution, de miſérables peuplades.

Rappelez-vous, FRANÇOIS, que c'eſt par ces moyens que, ſous le règne des Miniſtres, vous fûtes toujours les jouets de leurs caprices, les inſtrumens de leurs paſſions, les victimes de leur cruauté. Vous fûtes ſans ceſſe & toujours de plus en plus preſſurés; vous fûtes enlevés du ſein de vos familles,

envoyés à la boucherie dans des pays lointains, pour ſatisfaire les fantaiſies des Courtiſans & des Courtiſanes, pour fournir aux Grands des occaſions de ſe diſtinguer, & une ſorte de paſſe-temps aux Généraux.

N'oubliez jamais que pour étendre ces calamités ſur toute la ſurface du Globe, que pour vous tenir dans la plus dure dépendance & l'eſclavage le plus cruel, les Miniſtres de toutes les Cours avoient formé une eſpece de Confédération générale par des traités, des conventions, ou des Pactes obligatoires, qui tendoient à vous rendre à jamais les jouets des caprices de la derniere Eſclave du Kan des Tartares, ou d'un Chef des Marates, dont les ſuites pouvoient conduire à des événemens qui vous réduiſiſſent à la cruelle extrémité d'aller arroſer de votre ſang une terre étrangere, & combattre dans des climats barbares.

La Paix, qui devoit laiſſer reſpirer la Nature, pour réparer les malheureux effets

de la Guerre, n'étoit que la ſubſtitution des tourmens domeſtiques à la ceſſation des combats étrangers. Chaque Guerre étoit l'apprentiſſage de nouveaux crimes, & chaque paix l'application de nouveaux forfaits. Loin donc d'éprouver du ſoulagement à vos maux, votre miſere augmentoit ſans ceſſe. Les paſſions de vos ſuperbes Tyrans recevoient une nouvelle exaltation de votre ſubſtance dont elles s'entretenoient Elles dévoroient tout, comme un Volcan qui ne connoît d'autres bornes que la conſommation de l'aliment qui lui donne l'Etre ; auſſi avez-vous vu continuellement entretenir des monumens de terreur, en élever de nouveaux, renchérir ſur ce que les hommes les plus barbares ont eu de plus cruel pour aſſouvir leur rage contre les infortunés qui n'avoient pas encore ployé la tête ſous le joug, qui conſervoient un reſte d'énergie. Vous avez vu les travaux des peres, leur ſueur & leur ſang recueillis par des Vampires, pour fournir aux Tyrans

les moyens d'entretenir les tourmens des enfans fouftraits à la lumiere & accablés de fers dans des cachots; enfin, les fonds publics ont été pendant long-temps un inftrument de famine & de défolation en tout genre.

Jamais, peut-être, le mépris des hommes ne fut pouffé à un excès auffi révoltant que dans le dernier temps de la période, qui fut terminée le treize Juillet de l'année derniere; elle étoit digne d'être clofe par ce mur faftueux qui entoure Paris, par ces citadelles élevées dans tout fon pourtour pour loger les Agens du fifc, & dont la magnificence infulte par-tout à l'humanité fouffrante, & notamment à la claffe indigente des habitants des Fauxbourgs, tous renfermés dans fon enceinte, à laquelle claffe on a enlevé jufqu'à la paille de fes lits pour fa part des frais de ce monument de tyrannie. Il infulte fur-tout à la mifere des malheureux Cultivateurs répandus fur toute la furface de la France, & à qui

les rafinemens fiſcaux ont enlevé juſqu'au pain qui devoit les nourrir ; & ne croyez pas, FRANÇOIS, que rien puiſſe pallier de tels forfaits; quand bien même les idées giganteſques & barbares, qui en ont été le prétexte, ſe réaliſeroient, jamais le produit n'équivaudroit à l'intérêt de la ſomme capitale ſacrifiée pour ces dépenſes.

Les extravagances, les déprédations, les fureurs miniſtérielles, & votre trop longue patience, vous avoient rendus l'objet des dédains & des mépris des autres Peuples. L'Aminiſtration ne ſembloit occupée que d'accumuler ſur vos têtes tous les genres d'aviliſſement, qu'à vous réduire à un tel degré de dégradation, qu'il pût vous conduire comme des bêtes de ſomme; & à en juger par les opérations des dernieres années du règne miniſtériel, on diroit qu'il ſe croyoit ſûr d'avoir éteint la raiſon humaine : elle ſe réveilla enfin de ſon engourdiſſement, l'opinion publique ſe fit entendre ; l'indignation éclata

de toutes parts; la France aſſembla ſes Etats. Avec ce point de ralliement, & par la ſageſſe de leurs Repréſentans, les François ſont devenus, en moins d'une année, le premier Peuple du monde.

Jamais Aſſemblée n'eut une miſſion ſi importante & ſi étendue & jamais il ne ſe fit autant & d'auſſi belles lois pour le bonheur des humains en auſſi peu de temps; ſi l'imperfection n'étoit le partage des hommes; ſi la perfection n'étoit l'attribut eſſentiel à la Divinité; il ne reſterait, après la premiere Légiſlature, qu'à graver ſes Décrets ſur des monumens qui les conſervaſſent, pour être à toujours le gouvernail des Nations; mais trop maîtriſée par l'enſemble des choſes; trop entaînée par leur torrent, elle n'a pu perdre un moment de vue cet enſemble; elle n'a pu fixer encore des regards ſuivis & particuliers ſur la Finance. Les ennemis de la Nation ont tourné toutes leurs vues de ce côté, & ont tiré tout le parti poſſible de la ſituation forcée de l'Aſſemblée.

La pofition de la France feroit donc auffi fûre qu'elle eft brillante, fi les chofes euffent été dans un état plus avantageux ; fi l'efprit public eût été affez formé pour que l'Affemblée Nationale eût ôté aux Miniftres le maniement des Finances, & eût réintégré la Nation dans la plénitude de fa liberté, dont cette Adminiftration fait l'effence ; fi enfin elle eût enlevé au Miniftere ces moyens qui l'ont toujours conduit & le conduiront fans ceffe à la tyrannie. Les Miniftres font par principes & par état les ennemisdes Peuples & des Rois ; ils tendront toujours à opprimer les Peuples & à réduire l'autorité royale à un vain titre, pour y fubftituer par le fait leur propre autorité. Une refponfabilité vaine & illufoire ne leur en impofera pas ; mais elle les tiendra continuellement en haleine pour s'entourer de nouvelles forces, afin de fe jouer plus impudemment des Peuples.

Rien n'a donc réfifté, FRANÇOIS, à l'empire de l'opinion, & au zèle des Repréfentans de la Nation, que l'Admi-

niſtration de ſes Finances. Le Miniſtere a eu l'air de tout abandonner au retrait national; il a paru tout ſacrifier, il a conſervé cette clef de la tyrannie & en a formé ſon boulevard, pour y attendre l'occaſion de pénétrer par-tout, de détruire tout ce qui ſe fait pour votre bonheur, de vous accabler de nouvelles chaînes. Telles ſont les cauſes des déſordres qui par-tout font encore gémir les Patriotes.

Malgré les réclamations de l'Aſſemblée, la dette publique n'a pas été conſtatée, elle n'eſt pas connue; auſſi n'a-t-elle pu encore former que des projets de liquidation, d'améliorations, de ſoulagemens, des rapprochemens du paiement de l'arriéré. Les Dons patriotiques, les impôts, cinq cent dix millions d'emprunts, & tous les ſacrifices que la France a faits depuis un an, ſemblent s'être engloutis dans un gouffre, ou ſont près de s'y perdre. Tout paroît dépenſé, & dépenſé clandeſtinement ou au moment

de l'être : qui ſait ſi la plus grande partie ne l'a pas été, & ne continuera pas à l'être pour ſoudoyer vos ennemis, entretenir une fermentation dangereuſe, tendante à amener enfin une contre révolution qui diſpenſe d'une reddition de comptes qui pourroient dévoiler une ſuite de forfaits ?

Le Miniſtere ſeul a recueilli la réalité des avantages de la révolution qui a rendu à la France ſa liberté. Le Deſpotiſme Financier s'eſt renforcé ſous le manteau de l'Aſſemblée Nationale ; c'eſt ſous le voile de la liberté qu'il forge encore des chaînes à la Nation ; il la dépouille continuellement & toujours par de nouvelles voies, de ſes biens, de ſes moyens de liberté, & ſe prépare à l'avance des reſſources pour rendre vos ſermens vains, & votre Fédération illuſoire.

Sans doute que l'Aſſemblée Nationale ſe hâtera de prévenir ce malheur. Soutenez-la, FRANÇOIS, par la manifeſtation

de votre opinion, pour tout ce qui peut concourir à votre bonheur ; de cette opinion pour tout ce qui constitue la liberté ; de cette opinion qui s'exprime aujourd'hui tacitement par l'acte le plus mémorable qui fut jamais. Elle doit attirer nécessairement la pleine & entiere réintégration de la Nation dans tous ses droits ; dans ces droits, dont l'Assemblée Nationale fait chaque jour la revendication graduelle. La Finance doit en faire le complément.

L'organisation de son Administration ne sauroit trop spécialement fixer l'attention des Législateurs. La chose publique, le Roi, l'Assemblée Nationale elle-même, courroient les risques les plus imminens, si les Ministres continuoient encore à disposer arbitrairement des fonds publics, sur-tout s'il en résultoit une tentative en faveur de l'ancien ordre de choses qu'il est instant de prévenir par tous les moyens que peuvent suggérer la prudence & la sagesse. Le régime actuel des Finances,

loin de pouvoir s'aſſimiler aux principes conſtitutionnels, aux droits d'un Peuple libre, lui eſt tellement oppoſé, qu'il exiſte un combat perpétuel entre la Liberté & le Deſpotiſme, & où il faut néceſſairement que l'un ou l'autre ſuccombe.

Votre magnanimité, François, ne vous y laiſſe voir que de la grandeur, & votre confiance que des freres. Permettez que dans ce jour de joie & d'allégreſſe, je vous préſente l'eſquiſſe du tableau de ce qu'il vous reſte à déſirer ; de ce qu'il eſt indiſpenſable que l'Aſſemblée Nationale faſſe pour prévenir tout ce qui tendroit à compromettre la liberté publique & votre bonheur.

On a déjà généralement reconnu combien il eſt juſte que chaque Aſſocié paye une contribution égale aux avantages qu'il retire de la Société, & proportionnelle aux frais de ſon Adminiſtration. Ce principe étant bien établi, nous devons en attendre l'application de la ſageſſe de nos Repréſentans, & eſpé-

ser qu'ils la feront d'une maniere qui dérive ſimplement de la Nature, de cette bonne Nature qui fut toujours notre égide, & qui ne nous trompera jamais lorſque nous voudrons étudier & ſuivre ſes lois immuables.

Une conſéquence toute naturelle du principe, c'eſt que chaque Aſſocié coopere à la perception, à l'adminiſtration & à l'emploi des deniers publics, parce que de la parfaite application de tout ce qui peut perfectionner ces parties conſervatrices de tout Gouvernement, réſulteront des améliorations & des économies journalieres & progreſſives, qui, diminuant les charges publiques, allegent d'autant le fardeau de chaque particulier.

L'exercice de ce droit conſiſte à donner ſa voix pour la nomination aux différens emplois de ces Adminiſtrations à avoir continuellement ſous ſa main & ſous ſon inſpection ces Adminiſtrateurs, à en recevoir & diſcuter les comptes, à les décharger de leur geſtion, ou les faire

punir de leur malverſation; tel eſt le Palladium de la liberté, de la ſûreté & du bonheur des Nations.

Il ſera donc toujours auſſi contradictoire aux principes qui doivent former l'eſſence de la Conſtitution d'un Peuple libre, qu'il y ait un ſeul Agent de l'Adminiſtration de ſes Finances qui ne ſoit à la nomination publique, ſous la main du public, & ſoumis à ſa juriſdiction, que le ſeroit le Décret qui l'obligeroit à confier la garde de ſes foyers à des troupes étrangeres.

De l'application rigoureuſe des principes, il réſultera, FRANÇOIS, que l'argent, qui dans les mains des Miniſtres n'a jamais été que le nerf de la guerre & l'inſtrument des malheurs du Peuple, ſera dans les mains des Nations le lien de la paix & les ſources du bonheur des humains; ſoit qu'elles en faſſent l'emploi direct, ſoit qu'elles ne le faſſent qu'indirect, par l'entremiſe des Agens du Gouvernement, au fur & à meſure des dépenſes.

De

De ces principes, dérive naturellement la conſéquence que la Nation ne peut ni ne doit ſouffrir des ces corporations qui courent à la fortune en ruinant l'Etat, forment dans le corps ſocial ces excroiſſances qui le minent, qui le dévorent, qui le tuent & entraînent la Société vers la diſſolution; on ne peut donc conſerver, ſans courir ces dangers, des Compagnies dans aucun genre. Les affaires publiques doivent toutes être régies indiſtinctement pour le compte du public; rien ne peut être affermé ni donné à forfait, mais des encouragemens & des récompenſes doivent être offertes à ceux qui fourniront la théorie & enſeigneront la pratique du mode de perception, de comptabilité & d'adminiſtration générale le plus propre à accélérer le bonheur public, à entretenir, à fixer la proſpérité nationale.

Une autre conſéquence également naturelle du droit public, c'eſt que, chacun étant perſonnellement intéreſſé au bon ordre, dont la bonne adminiſtration eſt la

baſe, tout particulier eſt fondé, eſt même obligé, en vertu de ſon ſerment civique, à dénoncer tout ce qui tendroit à nuire à la Société. Cette inſpection publique & individuelle garantiroit de tout écart les Agens de l'Adminiſtration, & les encourageroit de plus en plus dans la pratique de ces vertus, qui leur auroit mérité d'être diſtingués par leurs Concitoyens.

Chaque Commune, chaque Diſtrict, chaque Département, enfin, la Nation, doivent être garants de leurs Employés particuliers. Le droit public rejette toute eſpece de cautions perſonnelles, afin de conſerver la liberté des ſuffrages, & d'ouvrir la carriere de l'adminiſtration à tous les hommes aſſez éclairés, aſſez probes pour la fournir. Ainſi, la propoſition d'obliger les particuliers, nommés à un emploi quelconque, notamment aux Finances, à donner caution, feroit un attentat à ce droit, un manquement envers la Nation, une iniquité. Enfin, l'admiſſion de cette propo-

fition, l'obligation d'en remplir les vues, feroit fouvent une exclufion pour le mérite, pour la vertu, & toujours pour le mérite indigent; elle s'affimileroit parfaitement à cette exclufion outrageante, prononcée contre la Nation pour tous les Grades militaires, en faveur d'une poignée de Citoyens; exclufion qui indigna, qui révolta tous les efprits, & qui fera à jamais l'opprobre de l'ancien régime; exclufion qui feroit la honte du nouveau, & feroit une fource féconde de mifere publique, par l'attention qu'auroient les Publicains avides de faire fervir les dépouilles de la Nation à l'affervir & à la preffurer.

Ces bafes d'adminiftration des Finances, fi elles découlent de la nature des chofes, confolideront la gloire, le bonheur, la fûreté, la liberté & la durée de la Nation. Si elles contrarient en quoi que ce puiffe être les principes éternels des chofes, qui font que tout fe trouve à fa place lorfqu'on les fuit, il faut

les rectifier, ou en substituer de plus solides, en cherchant toujours la vérité, & prenant pour guide la Nature. L'Auteur de l'Univers n'a rien abandonné aux caprices humains : il y a des règles sûres pour tout, mais hors de ces règles, il n'y a plus que désordre & confusion.

De l'application de ces principes, de l'observation de ces règles, résulteront ce calme, cette paix intérieure, cette confiance fraternelle & nationale, qui portera tous les hommes à déposer leurs fonds dans les lieux publics, réservoirs des trésors nationaux, ils seront les conservateurs des ressources que se ménageront les Chefs de famille pour l'éducation, l'entretien & l'établissement de leurs enfans.

De ces dépôts publics jailliront continuellement des sources intarissables de prospérité qui conduiront de l'indigence à la médiocrité, de la médiocrité à l'aisance, & de l'aisance au bonheur.

Cet ordre de choses établira naturel-

lement une telle harmonie entre toutes les parties conſtituantes du Corps ſocial, un tel raffermiſſement dans ſa conſtitution, qu'il en naîtra journellement ces mœurs publiques qui entretiennent la liberté, conſolident la paix, & feront enfin de la Nation Françoiſe l'Arbitre des deſtins de l'Univers, & le garant de la paix & du bonheur de tous les Peuples.

Alors la Nation, en poſſeſſion de ſes tréſors, aura dans ſes mains le cordon qui lie le faiſceau de la force publique, & la Liberté triomphera du Deſpotiſme. Alors ſeulement la Nation aura le plein exercice de ſes droits; elle ſera à ſa place, elle commandera en Souveraine, & les Miniſtres obéiront. Alors, pour la premiere fois, ils ſeront fixés à leur rôle; il ne ſera plus queſtion que de les y maintenir & de leur en tracer les limites avec tant de préciſion & de clarté, qu'ils ne puiſſent faire un pas pour les franchir, ſans être généralement réprimés & remis à leur poſte.

Toutes les parties conſtituantes étant en

harmonie, notre Conſtitution deviendra chaque jour plus impoſante : elle tendra continuellement vers ſa perfection ; le développement & l'exercice journalier de nos droits nous fera jouir de ſa bénigne influence. Alors la paix au-dehors, la tranquillité & la douce confiance au-dedans nous préſenteront l'Aurore du plus beau jour qui ait encore éclairé les humains, & la Divinité remplira nos âmes de ce feu céleſte, qui par-tout ſe manifeſtera par notre humanité.

Alors la Nation ne ſera plus contrainte à deſcendre juſqu'à l'aviliſſement, de mettre ſes biens en gage dans les mains des Vampires, qui, par les formes qu'ils ont imaginées & ſuggérées, tendent à lui enlever impunément & gratuitement ſes plus ſûres reſſources. Alors vous verrez ſortir de ces mêmes biens qui, dans l'ordre actuel des choſes, ſeroient l'inſtrument des malheurs publics, une ſource intariſſable de bonheur, par l'effet d'une adminiſtration économique & paternelle.

Alors les Miniſtres eux-mêmes, n'étant

plus entraînés par le torrent des tracaſſeries des Cours, & des paſſions des Grands, dans un mauvais ordre de choſes, pourront devenir Citoyens. Ils ſeront ce qu'ils doivent être, & rien de plus; ils pourront être vertueux ſans autre reſponſabilité que celle qui réſulte de la nature des choſes, qui veut que tout homme, quelle que ſoit la place qu'il occupe, ſoit en concordance par ſa capacité, ſes talens, & ſur-tout ſes vertus, avec cette harmonie générale, qui conſtitue la force des Nations & le bonheur public.

C'eſt ainſi, FRANÇOIS, que ſe cimentera cette liberté dont vous célébrez aujourd'hui l'Anniverſaire, que ſe formera la garantie de l'exécution de ce ſerment que vous êtes venus prêter à la face du Ciel, ſous les bénignes influences de la Divinité au nom d'un Peuple immenſe, & que vous poſerez les inébranlables bâſes de la plus longue durée où les choſes humaines puiſſent atteindre.

314